

IMD World Competitiveness Yearbook 2017 et Digital Competitiveness Ranking :

Une consolidation de la compétitivité qui rime avec des progrès à faire en matière de digitalisation

Deux principales conclusions émergent de l'édition 2017 du World Competitiveness Yearbook (WCY) de l'institut suisse IMD¹⁾ qui vient de paraître : si d'une part, le Grand-Duché fête en 2017 son retour dans le palmarès des 10 pays les plus compétitifs «toutes catégories confondues», avec une très bonne 8^e place mondiale des économies les plus performantes parmi 63 pays, il doit, d'autre part, se contenter d'une 20^e place dans le nouveau classement sectoriel sur la compétitivité digitale des pays, dorénavant produit par l'IMD concomitamment au WCY.

A l'heure de la «Troisième Révolution Industrielle» et de manière plus générale de la digitalisation de l'économie et des modèles d'affaires, ce classement «digital» spécifique est la bienvenue en ce sens qu'il permet d'apprécier les forces du Luxembourg en la matière, mais également les «pierres d'achoppement» sur lesquelles le Grand-Duché devra travailler pour être, demain, un champion et un précurseur de l'économie durable et interconnectée.

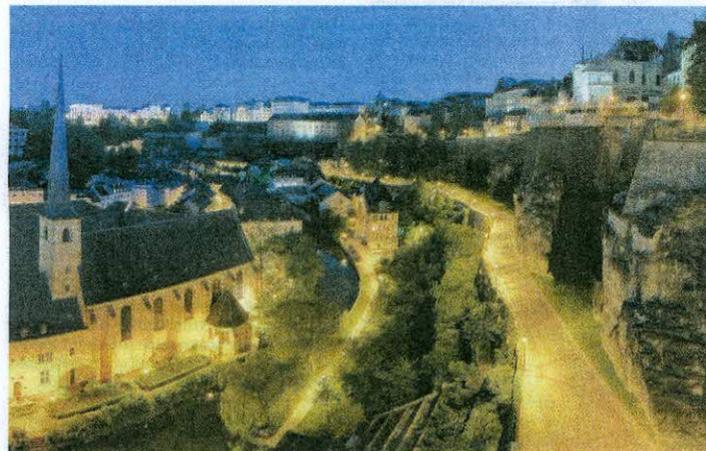
Le recul du 6^e au 11^e rang entre 2015 et 2016 ayant paru quelque peu alarmant, il est important de rappeler que le Luxembourg avait profité en 2015 d'une série d'annonces de réformes structurelles dans les domaines du logement, des transports publics ou encore de l'aménagement du territoire qui tardaient à être mises en œuvre en 2016. En 2015, ces annonces s'étaient alors favorablement traduites en des indicateurs de perception – qui sont collectés par IMD à côté d'indicateurs statistiques – plus favorables, avec une évolution en sens inverse en 2016. Le classement est mené par Hong-Kong (2^e année de suite), suivi de la Suisse, Singapour, des USA (position la plus basse depuis 5 ans) et des Pays-Bas (8^e en 2016). Le top 10 est complété par l'Irlande, le Danemark, le Luxembourg, la Suède et les Emirats arabes unis. L'Allemagne se situe à la 13^e place (-1), la Belgique à la 23^e (-1) et la France à la 31^e place (+1).

Occupant la 3^e place cette année (7^e en 2016), les performances économiques du Luxembourg demeurent excellentes. Porté par des indicateurs au beau fixe dans les sous-piliers «Investissements internationaux» et «Commerce international», le Grand-Duché doit continuer à être un ambassadeur du libre-échange afin de consolider ses performances. Il s'agit cependant d'être vigilant par rapport aux sous-piliers «Prix» (différentiel d'inflation et perte de places au niveau des loyers et du coût de la vie) et «Economie nationale» où le soutien de la compétitivité des entreprises (start-ups et entreprises traditionnelles) ne doit pas faiblir et où les efforts entrepris en matière de diversification économique doivent redoubler – ce que montre l'indicateur de perception issu de l'enquête auprès de entrepreneurs luxembourgeois «diversification de l'économie», qui, tout en gagnant 4 places ne parvient pas à quitter le milieu de classement (34^e).

Pour ce qui est de l'efficacité des pouvoirs publics, ce pilier est le seul à perdre des places cette année (-3 places, 15^e position). La politique fiscale notamment, pourtant un avantage traditionnel du site luxembourgeois, connaît une perte de 6 rangs (44^e), signe que la réforme fiscale n'a pas encore atteint tous ses objectifs pour les entreprises. S'y ajoutent les enjeux liés à différentes initiatives internationales telles que BEPS²⁾ et ACCIS³⁾, qui représentent un défi supplémentaire à relever par l'économie luxembourgeoise. Sur le versant de la simplification administrative, les autorisations d'établissement, de construire ou bien en matière d'urbanisme, ou encore en matière environnementale peinent à être accélérées. S'y ajoute un système de protection sociale qui à politique inchangée est financièrement insoutenable et qui est donc en train de se transformer en une bombe à retardement.

L'évolution du pilier de l'environnement des affaires légèrement positive dans l'ensemble (+3 places, 6^e), cache également certains problèmes structurels persistants, notamment sur le marché du travail. Alors que le secteur financier se porte globalement bien, les répondants à l'enquête considèrent que les PME (perte de 4 places, 18^e) auraient moins bien réussi à augmenter leur efficacité en comparaison aux standards internationaux en la matière que les grandes entreprises (+2 places, 18^e). Par ailleurs, en analysant la productivité sur une période pluriannuelle on constate que la productivité du travail par heure n'a pas progressé en 15 ans alors que l'emploi a progressé – signe que la croissance est surtout et encore quantitative et loin des prémisses d'une croissance qualitative pourtant indispensable car plus soutenable. Il est en outre urgent de poursuivre la réforme et le flexibilisation intelligente du marché du travail afin qu'il soit prêt pour l'économie digitalisée, en palliant par ailleurs au «manque de main-d'œuvre qualifiée» qui devient un souci de plus en plus évident (de la 40^e à la 44^e place).

Des mesures correctrices s'imposent également au niveau des infrastructures (+2 places, 22^e). Malgré



des améliorations notables notamment dans le sous-pilier des «Infrastructures de base», qui comporte beaucoup d'indicateurs de perception, le Luxembourg devra redoubler d'efforts dans les années qui viennent, le classement en la matière s'étant enlisé, oscillant entre une 21^e et une 24^e place depuis 2010. Il demeure une insuffisance au niveau des infrastructures, souvent immatérielles, nécessaires au déploiement des secteurs qui devraient porter l'économie luxembourgeoise à l'avenir. Coup de projecteur sur les partenariats public-privé, le soutien de la R&D et l'éducation, clé du développement endogène.

Cette année, l'IMD publie en parallèle un rapport sur la compétitivité digitale des pays où le Luxembourg se classe 20^e sur 63 pays, preuve qu'il reste des efforts à faire.

Digitalisation : du pain sur la planche numérique

Pour la première fois cette année, l'IMD publie en parallèle du WCY un rapport sur la compétitivité digitale des pays visant à évaluer la capacité des pays d'adopter et d'utiliser les technologies digitales censées mener à une transformation du business model et de la société dans son ensemble, basé sur 50 indicateurs. Le Luxembourg y figure à la 20^e place. A côté de certains indicateurs que l'on retrouve déjà dans le WCY (p. ex. «Total expenditure on R&D», «Starting a business», «Internet bandwidth speed»), l'IMD a introduit d'autres indicateurs dans les 3 piliers que sont «Knowledge», «Technology» et «Future Readiness» (p. ex. «net flow of international students», «E-government» et «Use of big data and analytics»)⁴⁾.

Pour ce qui est du classement digital du Luxembourg, il s'avère que la 20^e place (sur 63 pays) cache des évolutions très divergentes au niveau des facteurs composant la note globale. Le Luxembourg se classe 27^e dans le sous-pilier «Knowledge», 12^e dans «Technology» et 23^e pour «Future Readiness». Il s'avère que les pays qui mènent ce classement sont également pour la plupart ceux qui figurent dans le top 10 du WCY, à part le Luxembourg, dont la 20^e place est en décalage avec la 8^e place au classement sur la compétitivité générale. Le top 5 est constitué de Singapour suivi de la Suède, des USA, de la Finlande (4^e dans le classement digital mais 15^e dans le classement général) et du Danemark.

Ce décalage peut s'expliquer par le fait que les pays les mieux classés dans les deux rapports sont ceux qui misent sur le potentiel humain notamment dans les domaines de la formation tout au long de la vie et de la recherche. Les indicateurs sous-jacents sont pour la plupart ceux où le Luxembourg se trouve au milieu de classement. Dans le pilier «Knowledge», cela concerne par exemple les indicateurs «Digital/Technological skills» (19^e) et «Total expenditure on R&D (%)» (31^e). Mais également dans le pilier «Future Readiness», les indicateurs «E-participation» (37^e), «E-Government» (24^e) ou encore les indicateurs relatifs à l'intégration des technologies numériques dans les entreprises (16^e, notamment du à une adoption parfois hésitantes des technologies numériques par des PME) révèlent les limites du Luxembourg quant à sa capacité de pouvoir suivre le rythme de développement des pays les plus avancés en matière de digitalisation. En dépit de ces lacunes, il faut toutefois relever que le Grand-Duché affiche de très bons résultats en ce qui concerne la gestion des talents. Pour les indicateurs «International experience» et «Foreign highly-skilled personnel», le Luxembourg se classe au 5^e respectivement au 6^e rang.

Le pilier «Technology», quant à lui, affiche des résultats plus positifs pour le Luxembourg. Les aspects technologiques dans les investissements «IT & media stock capitalization» (1^e) ou encore le cadre réglementaire (hormis celui relatif à la création d'en-

De même pour les infrastructures digitales : le Luxembourg affiche des excellents résultats pour le pilier «Connectivity» (2^e), ce qui n'est pas forcément le cas dans l'analyse de l'IMD. Ceci s'explique notamment par les différentes méthodologies utilisées par les deux institutions. Tandis que la Commission n'utilise que des indicateurs reflétant la qualité des infrastructures digitales (p. ex. «4G coverage», «Subscriptions to Fast Broadband»), IMD utilise une définition plus large du sous-pilier «cadre technologique» en faisant entrer des indicateurs évaluant l'usage («Internet Users»), la production («High-tech exports (%)») ou encore la qualité des infrastructures digitales («Internet bandwidth speed»).

Consultez l'intégralité de l'étude dans le document sur le lien http://www.luxembourgmediaCP_IMD_WCY.pdf

Source : Chambre de Commerce

1) Depuis 1989, l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development) analyse la compétitivité de quelque 60 pays. Le classement est basé tant sur des indicateurs statistiques (hard data) que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises, enquêtes coordonnées par la Chambre de Commerce pour le volet luxembourgeois. Plus précisément, l'enquête IMD repose sur l'examen de 260 indicateurs rassemblés sous quatre piliers, à savoir : les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.

2) Selon l'OCDE : «Le cadre inclusif rassemble plus de 100 pays et juridictions qui travaillent en collaboration pour lutter contre l'érosion de la base fiscale et les transferts de bénéfices (BEPS).»

3) Assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés, initiative lancée par la Commission européenne.

4) The first factor, Knowledge, reflects a country's capacity to understand and learn the new technologies. Most importantly, it attempts to quantify the ability of a country to further extend or discover new technologies. These elements are captured by criteria that measure the talent availability in a country, the level and quality of education and training as well as the production of knowledge. The second factor measures the technology environment of an economy, that is, the competence to develop new digital innovations. It is based on quantifying how supportive the regulatory environment is, how advanced the technological framework is and whether an economy provides capital to invest in technology. The final factor reflects on the readiness of an economy for the coming developments. This element of preparedness is calculated by taking into consideration how adaptive a particular economy is, the level of agility exhibited in the country as well as the level of integration of the digital technologies in the economy.